



COMMUNIQUE DE PRESSE

27 mai 2020

Le front commun syndical de l'enseignement a pris connaissance des intentions de nouvelles mesures concernant le retour des élèves à l'école.

Elles sortent de la logique qui avait prévalu jusqu'ici : analyse et recommandations par les experts suivies par des décisions du Conseil national de sécurité pour une application par les différents niveaux de pouvoir.

Alors que les recommandations négociées entre acteurs de l'enseignement francophone et la Ministre de l'Education puis concertées au niveau local produisaient seulement leurs premiers effets et avaient été évaluées positivement, les décisions envisagées aujourd'hui nous surprennent et nous interpellent sur plusieurs points :

- Nous avons toujours dénoncé la concurrence entre réseaux ou entre établissements, nous aurions espéré que la crise n'en génère pas entre les communautés. L'École ne peut en aucun cas être l'otage de stratégies bassement politiciennes ou partitocratiques ;
- Nous avons fait de la santé un enjeu majeur dans la gestion de la crise. Si nous pouvons comprendre que l'avis des experts puisse évoluer au regard des avancées scientifiques et médicales, nous n'admettons pas que les aspects sanitaires soient sacrifiés sur l'autel d'une quelconque compétition entre régions et communautés ;
- Nous avons comme objectif sociétal de recréer la confiance entre l'école et tous ceux qui la fréquentent. Le temps nous séparant de la fin de l'année scolaire était un sérieux allié, gage de réussite de la rentrée de septembre. L'accélération brutale des mesures de déconfinement est perçue comme une rupture et risque d'entraîner l'effet contraire.
- Nous avons salué le courage politique du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, notamment en matière de contrôle de l'obligation scolaire. Sans remettre en cause ce principe fondateur, certaines déclarations du jour nous font frémir et créent une pression dans un contexte déjà tendu. Nous aurions espéré qu'il soit à nouveau appliqué à partir de la prochaine rentrée scolaire en prévoyant encore une certaine souplesse.
- L'institution scolaire nécessite la présence de **TOUS** les acteurs, et prioritairement les plus fragilisés, sans laquelle les écarts se creusent encore plus. Le retour à l'école ne peut pas s'opérer dans n'importe quelles conditions !

Les organisations syndicales ont pris leur part de responsabilité dans la gestion de la crise sanitaire et l'ont assumée. Elles exigent que la concertation se poursuive pour garantir le respect des personnels et de leurs conditions de travail (santé y compris).

Roland LAHAYE
CSC-Enseignement

Joseph THONON
CGSP-Enseignement

Joan LISMONT
SEL-SETCa

Masanka TSHIMANGA
SLFP-Enseignement

Marc MANSIS
CGSLB-Appel